

**INSTITUTION ADOUR**

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 29 septembre 2021
(Convocation du 22 septembre 2021)

Aujourd'hui, le vingt-neuf septembre deux mille vingt et un à 15h, le collège « membres fondateurs » dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence conformément à l'article 6 de l'Ordonnance n° 2020-391 du 1^{er} avril 2020, sous la présidence de Monsieur Paul Carrère

Etaient présents :

Mesdames et Messieurs Isabelle Antier, Nathalie Barrouillet, Agathe Bourretère, Dominique Degos, Céline Salles, Véronique Thirault, Jean Arriubergé, Pierre Brau-Nogué, Paul Carrère, Thierry Carrère, Damien Delavoie, Bernard Poublan, Frédéric Ré, Marc Saint-Estevan, Bernard Verdier

Etaient excusés :

Messieurs Gérard Castet, René Castets, Francis Dupouey, Xavier Fortinon, Charles Pelanne

Secrétaire de séance :

Madame Céline Salles

OBJET : Conventions / Gestion intégrée - Restauration des zones humides du bassin de la Midouze
- Convention de partenariat entre l'Institution Adour, l'ADASEA du Gers, le syndicat du Midou et de la Douze et le syndicat mixte du bassin versant de la Midouze

Exposé des motifs :

Dans le cadre de l'appel à projet de l'entente pour l'eau (agence de l'eau Adour-Garonne, Régions Nouvelle-Aquitaine et Occitanie et office français pour la biodiversité) relatif à la restauration des zones humides de tête de bassins versants, un projet a été construit en partenariat entre l'ADASEA du Gers, le syndicat du Midou et de la Douze, le syndicat mixte du bassin versant de la Midouze et l'Institution Adour, conformément à la délibération du comité syndical de l'Institution Adour en date du 24 juillet 2020.

Ce projet vise à restaurer plusieurs sites de zones humides, à suivre et valoriser ces actions et à impulser une dynamique sur le territoire pour la préservation et la restauration de ces milieux. Il s'inscrit dans la mise en œuvre des dispositions du SAGE Midouze et des actions du PTGE Midour.

L'EPTB remplira un rôle de coordinateur du projet et d'interlocuteur unique auprès des partenaires financiers ; il valorisera le projet auprès des instances du SAGE Midouze et du PTGE Midour et apportera un appui administratif aux partenaires.

Les partenaires techniques (ADASEA et les deux syndicats) assureront la mise en œuvre opérationnelle du projet, tant sur les aspects d'animation locale auprès des propriétaires que de réalisation des travaux.

Une convention de partenariat doit être établie entre les 4 partenaires pour fixer les rôles de chacun et pour permettre la répartition et le reversement des aides financières de l'agence de l'eau Adour-Garonne et des Régions Nouvelle-Aquitaine et Occitanie. Ces aides seront perçues par l'Institution Adour et reversées à chaque partenaire, selon les montants et modalités prévus dans la convention. La convention couvrira la durée du projet, soit la période 2021-2024.



LE COLLEGE « MEMBRES FONDATEURS »

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

DECIDE

Article 1

- D'accepter les modalités de partenariat proposées dans la convention,
- D'autoriser le président à signer la convention ainsi que l'ensemble des documents y afférant, et à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente décision.

Article 2

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération

Fait et délibéré le 29 septembre 2021 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

Paul CARRERE



INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

PROJET DE
TERRITOIRE DU

Midour



CONVENTION DE PARTENARIAT

Appel à projet - Restauration des zones humides
Bassin versant de la Midouze

Années 2021 à 2024

Entre d'une part,

L'**Institution Adour**, sise 38 rue Victor Hugo à Mont-de-Marsan (40), représentée par son Président Paul CARRÈRE, dûment habilité à signer la présente convention par délibération du comité syndical en date du 29 septembre 2021

Et d'autre part,

L'**association de développement, d'aménagement et de services en environnement et en agriculture du Gers - ADASEA 32**, sise Maison de l'Agriculture - 3 Chemin de la Caillaouère - CS 70161 - 32003 AUCH CEDEX, représentée par son Président Marc DIDIER, dûment habilité à signer la présente convention

Et,

Le **syndicat mixte du Midou et de la Douze**, sis 575 avenue du Maréchal Foch - 40000 MONT-DE-MARSAN, représenté par son Président Antoine LEQUERTIER, dûment habilité à signer la présente convention

Et,

Le **syndicat mixte du bassin versant de la Midouze**, sis 6 place Gambetta - 40400 TARTAS, représenté par son Président Christian DUCOS, dûment habilité à signer la présente convention

Il est convenu ce qui suit :



Article 1. Caractéristiques de l'opération

Contexte du partenariat :

Le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) Midouze est mis en œuvre sur l'ensemble du bassin versant de la Midouze depuis 2013. La commission locale de l'eau (CLE) de la Midouze rassemble les collectivités, les acteurs socio-économiques et associatifs et l'Etat pour piloter cet outil stratégique global d'aménagement et de gestion de l'eau et des milieux aquatiques.

Le projet de territoire pour la gestion de l'eau (PTGE) du Midour, validé en début d'année 2020, couvre le sous bassin du Midou(r), en tête de bassin versant, sur près de 800 km². Son programme d'action vise à restaurer un équilibre quantitatif durable, satisfaisant à la fois les usages et le fonctionnement des milieux aquatiques, à l'horizon 2050.

L'ensemble de ces outils de planification et programmes d'actions ont des objectifs de préservation des milieux humides, qui sont également définis dans les plans d'action des structures du bassin référentes dans la gestion et la préservation des milieux aquatiques.

L'essentiel de la connaissance des zones humides du bassin de l'Adour a été centralisée par l'Institution Adour à partir des données des partenaires locaux.

L'EPTB de l'Adour (Institution Adour) assure un rôle de coordination globale des compétences, collectivités et partenaires à l'échelle du bassin versant élargi, notamment à travers son rôle de structure porteuse du SAGE Midouze et du PTGE Midour.

Les régions Nouvelle-Aquitaine et Occitanie et l'agence de l'eau Adour-Garonne (formant l'Entente pour l'eau) se mobilisent au travers d'un appel à projets pour restaurer les milieux humides des têtes de bassins versants face aux enjeux du changement climatique. Dans ce cadre, l'Institution Adour a déposé un dossier en réponse à cet appel à projets « restauration des zones humides » déployé sur 4 ans (2021-2024) en partenariat avec la CATZH (cellule d'assistance technique aux zones humides) du Gers et les deux syndicats de bassin des Landes intervenant sur le périmètre du SAGE Midouze.

Problématiques rencontrées sur le territoire :

Les principales problématiques relevées sur le périmètre du SAGE sont les suivantes :

- débits d'étiage insuffisants pour satisfaire les besoins et tensions autour de la ressource ;
- qualité des eaux dégradée par des pollutions variées (diffuses d'origine agricole ou liées à l'assainissement non collectif ou ponctuelles liées à des industries et des stations d'épuration) ;
- risque de ruissellement et d'érosion fortement marqué sur les bassins versants impactant aussi bien les zones aménagées que les zones rurales ;
- dégradation de la qualité des milieux aquatiques et notamment des berges et du lit des cours d'eau, et impacts sur les zones humides.

Pour tous ces enjeux, une conciliation des usages est indispensable pour apporter une vision stratégique harmonisée à l'échelle du bassin.

La préservation, gestion et restauration des milieux humides nécessite l'implication de nombreux acteurs locaux, publics ou privés. La maîtrise foncière de ces milieux est essentiellement privée, parfois publique, et très morcelée. Pour cela, une gestion globale et cohérente des milieux humides à une échelle pertinente nécessite d'adopter une vision plus globale, intégrée et concertée des enjeux liés à ces milieux et des interventions possibles ou nécessaires.



Objectifs du projet :

Dans le but de créer sur le long terme une synergie des acteurs sur le sujet des milieux humides sur le bassin de la Midouze, le projet faisant l'objet de cette convention comprend 3 volets d'actions complémentaires, visant plusieurs objectifs :

- Restaurer, préserver et gérer les milieux humides pour bénéficier pleinement de leurs fonctionnalités ;
- Impliquer l'ensemble des acteurs, chacun dans son domaine d'intervention, dans le but à terme de rechercher la synergie globale sur le territoire ;
- Contribuer à améliorer la résilience du territoire face au changement climatique. De nombreux champs d'intervention doivent être investis pour cela (énergie, mobilité, habitat, gestion des milieux, risque, etc.), la préservation des milieux humides représente un levier important, parmi les solutions dites « fondées sur la nature », pour une adaptation durable.

L'échelle de travail est grande (3 142 km²). Aussi, l'objectif n'est pas d'intervenir de manière opérationnelle sur l'ensemble des milieux humides connus, mais de mener, sur des secteurs plus localisés des actions de fond pour la restauration des milieux humides ou des actions tests/pilotes pouvant être éventuellement reproductibles à une échelle plus large. Ce projet a donc vocation à initier des démarches concrètes et opérationnelles sur le sujet des zones humides pour que celles-ci perdurent au-delà de la durée de l'appel à projet et soient généralisées progressivement sur le territoire de la Midouze.

Un volet transversal complète le projet pour homogénéiser et valoriser le suivi des sites ayant fait l'objet de restauration et pour valoriser les retours d'expérience menés sur le territoire, et ce dans le but de favoriser la mise en œuvre d'autres actions et d'inscrire dans la durée le projet global sur les zones humides de la Midouze.

Le projet comprend donc plusieurs volets, englobant des missions d'animation territoriale et la réalisation de travaux de restauration :

Volet 1 : Restaurer et gérer les milieux humides à l'échelle de bassins versants pour valoriser leurs fonctions écologiques et améliorer la résilience de ces territoires face aux enjeux liés au changement climatique

Volet 2 : Restaurer et préserver les zones humides face aux risques d'érosion diffuse des sols pour maintenir durablement leur état et leurs fonctionnalités

Volet 3 : Restaurer une prairie humide située à proximité d'un cours d'eau pour améliorer ses fonctionnalités et celles du cours d'eau

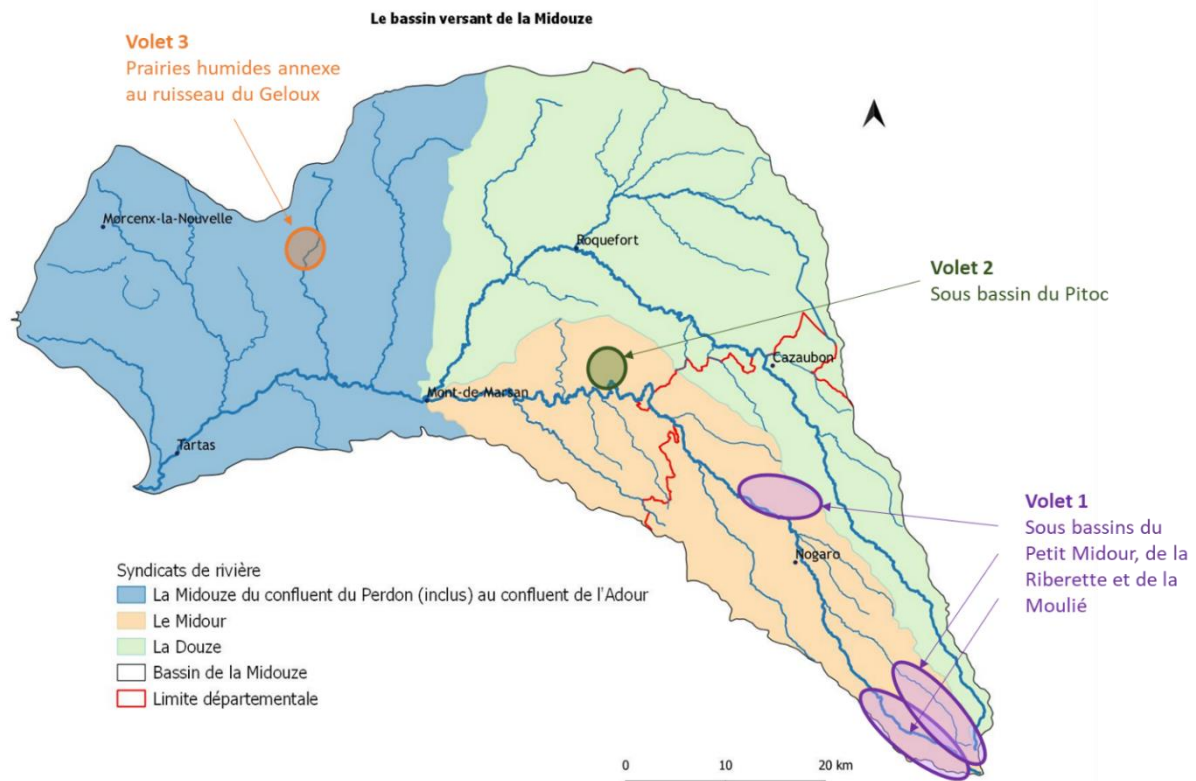
Volet transversal : Coordination, suivi et valorisation des actions de restauration de milieux humides

Il est utile de noter que l'objectif premier recherché est la préservation ou restauration des milieux humides et la mise en valeur de leurs fonctionnalités pour le bénéfice du territoire. Toutefois, les projets envisagés auront des effets bénéfiques au-delà des seuls enjeux liés aux milieux humides : qualité des cours d'eau, risque d'érosion, biodiversité, etc.



Territoire concerné :

5 sous-bassins du bassin versant de la Midouze, sur les départements du Gers et des Landes



Article 2. Objet de la convention

La présente convention a pour objet de formaliser le partenariat politique, technique et financier entre les partenaires autour de ce projet. Elle fixe les rôles et implications de chacun, les modalités de financement de chaque action et les participations financières de chaque partenaire

Article 3. Maîtrise d'ouvrage, missions de chaque partenaire

L'articulation des missions entre les partenaires pour les 4 années de l'opération est la suivante :

- L'Institution Adour : animation générale et coordination avec les outils existants, concertation et information multi acteurs au sein des instances du SAGE et du PTGE ; valorisation des actions menées à l'échelle globale ; coordination du suivi administratif de l'appel à projet et appui aux partenaires techniques de chaque volet si besoin pour des aspects administratifs ;
- L'ADASEA32 : animation pour la mise en œuvre opérationnelle du volet 1 ; animation locale auprès des propriétaires ; accompagnement dans les travaux ou la gestion ; suivis ;
- Les syndicats de bassins versants du Midou et de la Douze et de la Midouze : animation pour la mise en œuvre opérationnelle des volets 2 et 3 respectivement ; animation locale auprès des propriétaires ; accompagnement dans les travaux ou la gestion ; suivis.

Article 4. Montants des opérations, plan de financement et participation des partenaires

Montants prévisionnels de 2021 à 2024 :

Coût total de l'appel à projets :	305 498 € HT
Animation :	140 334 € HT
<i>Animation expertise interne :</i>	<i>132 234 € HT</i>
<i>Expertise avec prestation :</i>	<i>8 100 € HT</i>
Travaux et suivis :	165 164 € HT
<i>Travaux :</i>	<i>134 490 € HT</i>
<i>Suivis internes :</i>	<i>6 424 € HT</i>
<i>Suivis en prestation :</i>	<i>24 250 € HT</i>

Coût par volet d'actions en HT :

	ANIMATION	TRAVAUX	TOTAL
Volet 1 (ADASEA 32)	99 134 €	97 782 €	196 916 €
Volet 2 (Syndicat Midou/Douze)	12 600 €	50 740 €	63 340 €
Volet 3 (Syndicat de la Midouze)	-	16 642 €	16 642 €
Volet transversal (Institution Adour)	28 600 €	-	28 600 €
TOTAL	140 334 € HT	165 164 € HT	305 498 €

Plan de financement détaillé du projet en annexe 1.

Article 5. Modalités de perception et de reversement des aides

Dans le cadre de l'appel à projets de l'Entente pour l'eau, l'ensemble des partenaires bénéficiera d'aides pour la réalisation du projet « Restauration des zones humides ». Cette convention de mandat s'applique pour tous les dossiers instruits au titre de cette opération.

L'ADASEA du Gers, le syndicat mixte du bassin du Midou et de la Douze et le syndicat mixte du bassin versant de la Midouze donnent mandat à l'Institution Adour pour percevoir en leur nom les subventions liées à l'opération, qui leur reviennent au titre des actions qu'ils mènent dans le cadre du projet cité en Article 1.

L'Institution Adour reversera à l'ADASEA du Gers, le syndicat mixte du bassin du Midou et de la Douze et le syndicat mixte du bassin versant de la Midouze la part de leur aide qui leur revient selon les dispositions du document attributif d'aide établi par les financeurs, dans un délai maximal de 2 mois à compter du versement des aides de la Région Nouvelle-Aquitaine, de la Région Occitanie et de l'agence de l'eau Adour-Garonne.

Les partenaires s'engagent à fournir à l'Institution Adour l'ensemble des pièces nécessaires attendues par les partenaires financiers (AEAG et régions) pour le versement effectif des aides (présentation des justificatifs de dépenses notamment). En l'absence de ces pièces nécessaires, l'Institution Adour ne pourra être tenue responsable de la non attribution des aides par les partenaires de la convention.

Le montant global maximal des aides s'élève à 226 711 €, avec une aide à hauteur de 21 245 € de la Région Nouvelle-Aquitaine, une aide à hauteur de 74 175 de la Région Occitanie et celle de l'agence de l'eau Adour-Garonne à hauteur de 131 292 €.



L'ADASEA du Gers recevra une aide financière de 72 175 € de la Région Occitanie et de 82 979 € de l'AEAG. Le reste à charge de l'animation, de l'expertise et des suivis seront financés par le Département du Gers. Concernant le reste à charge des travaux de restauration, il incombera aux propriétaires des sites ; l'ADASEA formalisera les conventions nécessaires avec les propriétaires pour la perception de leur participation.

Le syndicat mixte du bassin du Midou et de la Douze recevra une aide de 13 245 € de la Région Nouvelle-Aquitaine et de 31 927 € de l'AEAG.

Le syndicat mixte du bassin versant de la Midouze recevra une aide de 8 000 € de la Région Nouvelle-Aquitaine et de 4 993 € de l'AEAG.

L'Institution Adour recevra une aide de 2 000 € de la Région Occitanie et de 11 393 € de l'AEAG.

Fait en 4 exemplaires originaux.

A Mont-de-Marsan, le

Pour l'Institution Adour
le Président,

Paul CARRÈRE

Pour l'ADASEA du Gers
Le Président,

Marc DIDIER

Pour le syndicat mixte du Midou et de la Douze
le Président,

Antoine LEQUERTIER

Pour le syndicat mixte du bassin versant de la
Midouze
Le Président,

Christian DUCOS



Partenaires	Volet	Nature des interventions	Unité	2021	2022	2023	2024	Coût total projet € HT	Assiette Région NA	Taux Région NA	Aide Région NA	Assiette Région Occ	Taux Région Occ	Aide Région Occ	Assiette AEAG	Taux AEAG
ADASEA	1	Animation expertise interne	Nb jours	29	67	136,5	139	97 634 €				82654	40	33062	97634	43,7
		Expertise en prestation	Etude	1				1 500 €				1500	0	0	1500	80
		Travaux	Nb sites	cf. dossier				92 000 €				92000	40	36800	92000	40
		Suivis interne	Nb jours		7	7	8	5 782 €				5782	40	2313	5782	40
		Suivis en prestation	Analyse					- €								
SMD	2	Animation expertise interne	Nb jours	8	8	8	8	11 000 €	11000	0	0				11000	30
		Expertise en prestation	Etude	1				1 600 €	1600	0	0				1600	80
		Travaux	Surface	cf. dossier				26 490 €	26490	50	13245				26490	30
		Suivis interne	Nb jours					- €								
		Suivis en prestation	Analyse	1	1	1	1	24 250 €	24250	0	0				24250	80
SMBVM	3	Animation expertise interne	Nb jours					- €								
		Expertise en prestation	Etude					- €								
		Travaux	Surface	cf. dossier				16 000 €	16000	50	8000				16000	30
		Suivis interne	Nb jours		2			642 €	642	0	0				642	30
		Suivis en prestation	Analyse					- €								
IA	transversal	Animation expertise interne	Nb jours	20	20	20	20	23 600 €	23600	0	0	23600	0	0	23600	39,8
		Expertise en prestation	Etude				1	5 000 €	5000	0	0	5000	40	2000	5000	40
		Travaux	Surface					- €								
		Suivis interne	Nb jours					- €								
		Suivis en prestation	Analyse					- €								

305 498 €

Animation	Animation expertise interne	132 234 €	140 334 €
	Expertise en prestation	8 100 €	
Travaux	Travaux	134 490 €	165 164 €
	Suivis interne	6 424 €	
	Suivis en prestation	24 250 €	

dont	Animation générale	57 jours	14 980 €	non éligible Région Occ
	Diag de sites	174,5 jours	45 860 €	éligible Région Occ
	Prépa travaux	140 jours	36 794 €	éligible Région Occ

dont	Coordination projet	12 jours	3 540 €	Porte non financée	3540	80
	Animation technique	48 jours	14 160 €	Financements existants animés SAIG E et PTG E à 70%	14160	10
	Support administratif	20 jours	5 900 €	Porte non financée	5900	80